

La diplomatie malienne au service du développement économique et social : Engagement, discrétion et efficacité

Depuis son indépendance en 1960, le Mali s'est doté d'une diplomatie du développement orientée vers la satisfaction des besoins économiques et sociaux du pays. L'outil diplomatique malien est entièrement dédié de nos jours à la mise en œuvre du Programme de développement économique et social (PDES) et du Cadre stratégique de croissance et de réduction de la pauvreté (CSCR) à travers l'aide budgétaire général et sectoriel, le soutien à l'investissement productif et la réalisation d'infrastructures à caractère socio-économique.

En effet, le Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale (MAECI) a pour mission d'élaborer et de mettre en œuvre la politique nationale dans les domaines des relations extérieures et de la coopération avec les Etats et les organismes étrangers. A cet égard, le MAECI joue un rôle central dans :

- la coordination de l'action extérieure de l'Etat,
- la participation à la promotion et à la défense des intérêts économiques et culturels du Mali dans le monde.

Il assure également :

- la représentation diplomatique et consulaire du Mali à l'étranger,
- la négociation, la conclusion, la conservation, l'interprétation et le suivi des traités et accords internationaux,
- le développement des rapports de coopération avec les Etats et organismes étrangers.

L'action diplomatique du Mali de 2002 à nos jours s'est déployée dans une double perspective combinant à la fois l'accroissement continu de son aura et de son influence internationale ainsi que la mobilisation de ressources extérieures.

I. Mobilisation record de ressources extérieures en faveur du développement économique et social du Mali

Pour mener à bien ses missions, le Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale dispose de six services centraux à savoir : la Direction du Protocole de la République, la Direction des Affaires Politiques, la Direction des Affaires Juridiques, la Direction de la Coopération Internationale, l'Inspection des Services Diplomatiques et Consulaires, la Direction Administrative et Financière. Ses services rattachés sont au nombre de cinq : le Bureau du Chiffre, le Bureau de la Traduction et de l'Interprétariat, le Bureau de l'Information et de la Presse, le Centre d'Etudes Stratégiques et la Cellule de Planification et de Statistique.

Département spécifique et de souveraineté, le Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale dispose également d'un réseau diplomatique dense de 30 Ambassades et de 9 Consulats Généraux repartis sur les 5 continents, dont plus de la moitié se trouve en Afrique (16 Ambassades et 6 consulats, soit exactement 22 services extérieurs sur le continent). Les effectifs en personnel sont estimés à près de 500 agents.

Suivant les termes de la Lettre de Cadrage du 13 novembre 2007, le Président de la République a instruit à notre diplomatie de se doter d'un « profil d'avantage productif, mobilisateur des ressources nécessaires à nos politiques de développement, promouvoir une coopération stratégique avec nos partenaires et traduire dans les faits la cause de l'unité africaine ». Inspirée en permanence par cette instruction et guidée par sa Feuille de route pour le Renouveau de l'Action Publique, le MAECI s'est remarquablement illustré ces dernières années dans la mobilisation de flux de ressources extérieures, sous forme d'accords de don, de prêts et/ou de subventions auprès des partenaires bilatéraux et multilatéraux. A la date d'aujourd'hui, la diplomatie malienne rayonne de part les niveaux record de mobilisation de ressources extérieures.

Au plan multilatéral, le Mali et l'Union Européenne ont conclu le 9 décembre 2007, pour la période 2008-2013, le Document de Stratégie Pays et le Programme Indicatif National au titre du 10^{ème} FED. Le montant de l'enveloppe est de 567 millions d'euros soit **371.927.619.000 milliards de Francs Cfa**. Ce qui place notre pays, le Mali, au premier rang des pays ACP bénéficiaires de l'aide communautaire.

Le Cadre de coopération entre le Mali et le système des Nations unies pour la période 2008-2012 se chiffre à **123. 464 396 760 FCFA**, repartit comme suit : Mali-PNUD (50 milliards FCFA), Mali-UNICEF (56. 919. 150. 000 FCFA), Mali-PAM (9. 849 946 950 FCFA), Mali-FAO (6. 695 299 810 FCFA).

Quant au Millennium Challenge Account (MCA), initiative américaine de réduction de la pauvreté à laquelle le Mali a été déclaré éligible en novembre 2006, il a permis la mobilisation d'environ **238 milliards de FCFA** devant servir à l'aménagement de 150. 000 hectares dans la zone Office du Niger, à la rénovation et à l'extension de l'aéroport de Bamako-Sénou.

II. Le Renforcement de l'influence du Mali sur la scène internationale

Sous le leadership du Président Amadou Toumani TOURE et suivant ses instructions éclairées, la diplomatie malienne s'est illustrée dans les fora internationaux par une grande capacité à la fois de propositions et d'action. Cette présence de qualité sur la scène internationale a eu

pour corollaire le renforcement de la crédibilité de notre pays en termes d'écoute et de confiance de ses partenaires dont le cercle ne cesse de s'élargir.

En effet, la coopération bilatérale a été marquée par l'ouverture récente à Bamako de cinq nouvelles Ambassades, à savoir le Japon, le Brésil, l'Espagne, le Danemark et le Venezuela. La Turquie et l'Inde procèdent aux dernières formalités en vue de leur installation dans notre pays tant que la Suède y a ouvert un Bureau de Coopération. La vitalité de notre diplomatie bilatérale et l'estime dont jouit le Mali sur la scène internationale sont effectivement attestés par la présence à ses côtés des grandes puissances mondiales et par la quasi-totalité des pays émergents.

En 2008, une enveloppe de **199. 041 058 458 FCFA** a été mobilisée auprès des partenaires bilatéraux. A la date du 31 mai 2009, les financements de ces partenaires se chiffrent à **102 530 795 751 FCFA**. Le tableau ci-dessous donne une photographie des partenaires traditionnels du Mali ainsi que le niveau de leurs engagements financiers.

TABLEAU RECAPITULATIF DES FINANCEMENTS EXTERIEURS (2008-2009)

ACCORD/CONVENTION	DATE ET LIEU DE SIGNATURE	MONTANT	PARTENAIRES
Protocole d'Entente concernant l'Appui au Bureau du Vérificateur Général et à l'Approvisionnement en manuels scolaires	17 janvier	9 800 000 000 F CFA	Canada
Projet d'Appui au Programme de Développement Institutionnel (PDI)	7 mars à Bamako	7 560 000 000 F CFA	Canada
Amendements aux Accords de Subvention relatifs aux Objectifs Stratégiques "Croissance Economique Accélérée", "Co-Gouvernance" et "Communication pour le	19 mars 2008	3 918 000 000 F CFA	Etats-Unis d'Amérique

Développement"			
Protocole d'Entente concernant le Projet d'Appui aux Programmes nationaux en Education, Santé et à la reforme des finances publiques	28 mars 2008	CAD 128 000 000 (54 656 000 000 F CFA)	Canada
Convention concernant le Programme d'Appui à la Jeunesse malienne	14 avril à Bamako	€ 2 000 000 (1 311 914 000 F CFA)	République Française
Projet d'Alimentation en eau potable à Sikasso et de construction de ponts sur le corridor sud	16 mai 2008 à Bamako	7 700 000 000 F CFA	Japon
Programme d'Appui à la Formation Professionnelle dans les régions de Sikasso et de Ségou, Phase II	5 juin à Bamako	1 562 648 800 F CFA	Suisse
Programme de Développement Social en Milieu Urbain, Phase II		1 027 736 280 F CFA	
Convention de Coopération relative au Programme Culture et Développement Mali-Danemark 2008-2011	28 juillet à Bamako	DKK 6,1 millions (535 087 678 F CFA)	Danemark
Convention de Financement relative au Renforcement des capacités des décideurs politiques, des services techniques et des acteurs locaux pour une meilleure prise en compte des changements climatiques		DKK 4 997 475 (438 375 000 F CFA)	
Avenant à l'Accord bilatéral relatif à la contribution du Royaume des Pays-Bas pour la mise en œuvre du CSCR 2007 - 2011, activité n° 16912	28 août à Bamako	1 311 914 000 F CFA	Pays-Bas
Aide non remboursable pour les agriculteurs défavorisés	9 septembre à Bamako	480 000 000 Yens (2 000 000 000 F CFA)	Japon

Accord concernant le renforcement des efforts du gouvernement du Mali en vue d'une utilisation accrue des services à grand impact en santé de la reproduction et de survie de l'enfant	18 septembre à Bamako	40 366 018 \$US (18 500 000 000 F CFA)	Etats-Unis d'Amérique
Accord relatif à l'amélioration de la qualité de l'éducation primaire		15 745 938 \$US (7 243 131 480 F CFA)	
Accord en faveur de la décentralisation	18 septembre à Bamako	2 935 101 \$US (1 350 146 460 F CFA)	Etats-Unis d'Amérique
Accord concernant le financement des actions concourant à l'augmentation durable de la production des produits agricoles et leur commercialisation ainsi que l'accès au financement		5 690 456 \$US (2 617 609 760 F CFA)	
Accord concernant l'Appui budgétaire général 2009 – 2012	27 octobre à Bamako	580 000 000 SEK (38 200 000 000 F CFA)	Suède
Accord de Coopération Financière 2007 – 2008	7 novembre à Bamako	35 000 000 € soit (22 958 495 000 F CFA)	RFA
Accord sur les Modalités et les Conditions Générales de la Coopération au Développement.	21 novembre à Bamako	-	Suède
Signature d'un Accord de Coopération Economique et Technique	05 décembre 2008 à Bamako	Don de 40 millions de yuans (2. 600 000 000 FCFA)	Chine
Signature d'un Accord de Coopération Economique et Technique	05 décembre 2008 à Bamako	Prêt sans intérêt de 30 millions de yuans soit 1. 950 000 000 FCFA	Chine

--	--	--	--

TABLEAU RECAPITULATIF DES FINANCEMENTS EXTERIEURS (2008-2009)

ACCORD/CONVENTION	DATE ET LIEU DE SIGNATURE	MONTANT	PARTENAIRES
Protocole d'entente relatif à l'Approvisionnement en Manuels Scolaires	10 janvier 2009	20 000 000 \$ canadiens (8 000 000 000 F CFA)	Canada
Renforcement de la Gouvernance démocratique au Mali	12 janvier	1,4 Euro soit 918 339 800 FCFA	France
Soutien aux recherches en Sciences sociales et humaines sur le Mali contemporain		600 000 Euro (394 000 000)	Luxembourg
Plan de Développement Durable du Delta Intérieur du Niger (PADIN)	13 janvier 2009	274 190 026 F CFA	Pays-Bas
Accord de Coopération Economique et Technologique portant sur un Don	13 février 2009	150 millions de yuans RMB (11 000 000 000 FCFA)	Chine
Protocoles d'entente relatifs à l'Appui au Quatrième Recensement Général de la Population et de l'Habitat et au Renforcement des capacités dans le domaine des Manuels Scolaires	27 février 2009	14 500 000 \$ canadiens soit 6 090 000 000 F CFA	Canada
Projet de construction de Pont sur le Corridor deuxième tranche	Février 2009	86 000 000 FCFA	Japon

Protocole d'entente relatif à l'Appui au Secteur de la Micro-finance (PASMIF)	17 mars 2009	14 600 000 \$ canadiens (6 132 000 000 F CFA)	Canada
Accords de financement portant sur l'Appui Budgétaire Général pour la réalisation des OMD, la construction de la route Goma-Coura-Tonka-Tombouctou et l'Appui au développement de la culture.	18 mars 2009	208, 4 milliards FCFA	Union Européenne
Programme de Gestion Décentralisée des Forêts(GEDEFOR)	30 mars 2009	2 910 000 000 FCFA	Suède
Protocole d'Entente avec le Luxembourg sur les Manuscrits de Tombouctou	06 avril 2009	4 millions d'euros (2 600 000 000 FCFA)	Luxembourg
Appui à l'amélioration de la gouvernance de la filière coton (PASE II), Appui au programme sectoriel pour l'Education PISE III, Fonds d'Expertise et de renforcement des capacités	10 avril	10. 127 976 000 FCFA	France
Aide Alimentaire	23 Avril 2009	4 200 000 000 FCFA	Japon
	Mai 2009	3 656 000 000 FCFA	Japon
Approvisionnement en eau potable Sikasso	Mai 2009	412 000 000 FCFA	Japon
Projet renforcement du système de vaccination	Mai 2009	834 000 000 FCFA	Japon
Don hors projet (sous forme de crédit-marchandises)	Mai 2009	3 420 000 000 FCFA	Japon
Construction de Ponts sur le Corridor du Sud en République du Mali et en	Mai 2009	3 733 000 000 FCFA	Japon

République du Sénégal, phase II			
Accord de coopération financière 2009, 2011, 1 ^{ère} tranche	08 mai 2009	41 500 000 euros (27 222 215 500 FCFA)	Allemagne
Avenant à l'Accord relatif à l'appui des Pays Bas au Programme de consolidation de l'Etat civil		393 574 245 F CFA	Pays-Bas

Bamako, le 1^{er} juillet 2009

Source : Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale